Les monarchiens au cours de la décennie révolutionnaire

Sergienko Vladislava

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10635>
DOI : 10.4000/ahrf.10635
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2009
Pagination : 177-182
ISBN : 978-2-200-92558-1
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Sergienko Vladislava, « Les monarchiens au cours de la décennie révolutionnaire », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 356 | avril-juin 2009, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10635> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10635>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Les monarchiens au cours de la décennie révolutionnaire¹

Sergienko Vladislava

- 1 Le XVIII^e siècle fut marqué par la naissance de nouveaux mouvements politiques et sociaux ; c'est la Révolution française qui entraîna l'apparition de nouveaux regroupements politiques. Les uns n'existèrent que pendant une période très courte, les autres sur une plus longue durée ; mais tous ces regroupements de l'époque révolutionnaire influencèrent la vie politique en France de même que le futur développement de la pensée politique.
- 2 Parmi les premiers regroupements on compte les Monarchiens. Leurs projets, leurs opinions politiques et leur activité pendant les années 1789-1799 aussi bien que leur perception des événements décisifs de la période choisie constituent l'objet de notre analyse. S'appuyant sur les documents d'archives du Ministère des Affaires étrangères, des Archives nationales, des archives du Musée Condé et de la Bibliothèque municipale de Grenoble, notre thèse examine leurs carrières prérévolutionnaires, leur rôle dans l'Assemblée nationale constituante et leur destin politique au cours des années de l'émigration. Nous essayons d'analyser le discours politique des Monarchiens en prenant en considération la conjoncture historique et politique de l'époque.
- 3 Dans l'historiographie soviétique et post-soviétique notre recherche est le premier travail qui porte sur les Monarchiens, puisque dans l'Union Soviétique on examinait les regroupements plus radicaux. Dans un ouvrage de référence de l'époque on les caractérise comme « l'aile modérée et constitutionnelle de l'émigration »², tandis que dans les ouvrages plus récents on ne trouve presque rien sur eux.
- 4 Il existe en France un certain nombre de travaux sur l'histoire de la Révolution et de la contre-révolution où on évoque les Monarchiens. L. Blanc les désigne comme « anglo-manes »³, A. Aulard les nomme « constituants » et constate que leur système « ne servit au fond qu'à la bourgeoisie »⁴. J. Jaurès et G. Lefebvre les représentent comme des « modérés » et « anglo-manes » qui voulaient mettre un frein au mouvement révolutionnaire⁵. Cette même opinion est exprimée par A. Soboul qui croit que l'intention de conclure le compromis et d'empêcher le développement de la Révolution

détermine la ligne politique des Monarchiens⁶. Pourtant, l'analyse a été absente jusqu'au livre de R. Griffiths⁷ qui comporte l'examen le plus détaillé des opinions et de l'activité des Monarchiens. Dans les ouvrages plus récents, on continue à les considérer comme des « députés conservateurs plus modérés », « défenseurs de la monarchie constitutionnelle »⁸.

- 5 Le premier chapitre de notre thèse envisage les carrières prérévolutionnaires des Monarchiens. L'idéologie des Lumières influence beaucoup leurs projets politiques. Issus de la noblesse ou du tiers état, ils prennent une part très active dans le débat politique français même à la veille de la Révolution. Ils dénoncent les abus administratifs et sociaux et ils veulent introduire un nouveau système social en accordant l'accès libre et égal à tous les ordres aux emplois civils et militaires. Ils se prononcent donc en faveur des réformes, en indiquant clairement que seul le respect du principe de l'égalité en droits peut fonder un ordre social. Le deuxième chapitre est entièrement consacré à l'activité des Monarchiens aux États-Généraux et à l'Assemblée nationale constituante. Dans leurs premières interventions, comme beaucoup d'autres députés du tiers état, ils insistent sur l'union des trois ordres, qui, à leurs yeux, doit contribuer à l'élaboration de la Constitution française. Au début du mois de juillet, Mounier, Lally-Tollendal, Clermont-Tonnerre sont élus secrétaires de l'Assemblée et membres du Comité de Constitution (6.VII-12. IX). Ils élaborent les principaux textes révolutionnaires ; Mounier devient l'un des auteurs de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Les Monarchiens approuvent un grand nombre de transformations de juillet et d'août, surtout les droits « naturels et imprescriptibles » proclamés dans la Déclaration : la liberté, la propriété, la sûreté, la résistance à l'oppression.
- 6 C'est à la fin d'août et au début de septembre 1789, au cours des débats sur la Déclaration, que le regroupement des Monarchiens se forme. Les membres de ce regroupement se nomment « modérés ». Ils veulent instituer un ordre social qui puisse garantir la liberté et maintenir le gouvernement monarchique. Nos sources nous permettent d'affirmer que le Comité central des Monarchiens, qui réunit environ 15 députés, est le seul élément d'organisation de leur groupe. Parmi les membres de ce Comité on compte J.J. Mounier, T.-G. Lally-Tollendal, S. de Clermont-Tonnerre, P. V Malouet, N. Bergasse, F. Virieu, C.-G. La Luzerne, J.-L. Henry de Longuève, C.-F. Lezay-Marnésia, F. Maisonnewe, P. -A. Durget, P. S. Deschamps, A.-G. Dufraisse, C. Redon, F. Faydel. Il est à noter que d'après leur appartenance professionnelle et sociale, neuf membres du Comité (ce qui constitue la majorité) appartiennent au tiers état. L'âge moyen des députés Monarchiens en 1789 est de 42 ans, tandis que le groupe d'âge le plus représenté dans cette Assemblée est celui des 45-49 ans. Le tableau ci-dessous démontre que les membres de ce Comité central jouent un rôle important dans le travail de l'Assemblée nationale constituante au fil des premiers mois de son existence :

	3/VII	18/VII	3/VIII	17/VIII	31/VIII	9/IX	28/IX
Mounier	Secrétaire						Président
Lally-Tollendal	Secrétaire	Secrétaire	Secrétaire				

Clermont-Tonnerre	Secrétaire			Président		Président	
Redon				Secrétaire	Secrétaire		
Deschamps				Secrétaire	Secrétaire		
Henry de Longuève				Secrétaire	Secrétaire		
La Luzerne					Président		
Faydel							Secrétaire

- 7 Au mois de septembre 1789, ils sont les premiers à proposer d'instaurer le parlement bicaméral destiné à devenir l'élément essentiel du système politique français ; ils soumettent également à la discussion le veto royal qui donnerait au roi le dernier mot en matière législative. Ils sont pénétrés du principe de prépondérance de l'exécutif, voilà pourquoi, contrairement aux patriotes et aux hommes comme La Fayette, ils défendent de toutes leurs forces le veto absolu. Faisant partie du regroupement qui sera considéré plus tard comme « côté droit », les Monarchiens subissent un échec. Pourtant, malgré ce fait, ils ne perdent pas la confiance de leurs collègues et le 28 septembre Mounier est élu président et Faydel secrétaire de l'Assemblée constituante.
- 8 Le troisième chapitre met en évidence le passage des Monarchiens de la Révolution à la contre-révolution. Les journées d'octobre provoquent la déception profonde des Monarchiens. Les Monarchiens sont effrayés par l'intervention de la foule parisienne dans la vie politique, aussi bien que par l'incapacité des députés à défendre le roi. Ils ne supportent pas de voir leur monarque humilié, captif de la foule et obligé de rester à Paris. Par suite de ces événements, les orateurs éminents, Mounier et Lally-Tollendal, avec quelques autres membres présentent leur démission. Au cœur des enjeux politiques de la période, les Monarchiens sont remplacés par les regroupements politiques plus influents. Cependant, une partie de leurs collègues, dont Malouet et Montlosier, conservent leurs postes de députés ; en 1791 Montlosier, la Luzerne, Champion de Cicé partent pour Coblenz pour rejoindre les rangs des émigrés. Avant son départ, Montlosier rédige De la nécessité d'une Contre-Révolution en France où il expose le principe d'une contre-révolution et introduit l'un des premiers cette notion dans le discours politique de l'époque. Pour lui c'est la politique de restauration des finances, des mœurs et de la monarchie en France. Mallet du Pan, lui aussi, essaye d'influencer l'opinion publique en publiant au Mercure de France les articles qui dénoncent la « dictature » de l'Assemblée. Selon lui, les députés font un gouvernement pour gouverner seuls et rejettent la volonté de leurs électeurs.
- 9 L'adoption de la Constitution en 1791 marque la rupture définitive des Monarchiens avec la politique de l'Assemblée nationale, car, à l'opposé de leurs opinions, l'Assemblée devient la force centrale du système politique. Le déclin continu du pouvoir royal provoque l'hostilité des Monarchiens à l'égard de ce régime constitutionnel. Après l'établissement de la République, en 1792, les Monarchiens luttent contre la violence révolutionnaire et le gouvernement républicain et, en ce sens, ils font partie de la

contre-révolution, mais ce qui les distingue, c'est qu'ils affirment l'impossibilité d'une restauration pure et simple. Ils prônent une union de tous les courants contre-révolutionnaires et cette attitude aurait pu devenir un point de ralliement des émigrés, mais les Monarchiens se trouvent opposés à l'intransigeance des ultraroyalistes.

- 10 Le quatrième chapitre s'attache à leur perception de la Révolution française et aux projets politiques pendant la période de l'émigration. On retrouve dans leurs écrits une analyse du caractère de la Révolution française qui est l'une des premières. Ils placent la Révolution française parmi les événements les plus cruciaux de l'époque en la décrivant comme un phénomène qui produit la destruction du tout le système politique et social, aussi bien que la redistribution du pouvoir et de la propriété.
- 11 L'analyse des projets politiques des Monarchiens permet de constater que tout au long des années de l'émigration, leur souhait profond est de concilier les droits du monarque et ceux de la nation. Ils trouvent excellent le principe de « l'égalité absolue en droits » et continuent à défendre les libertés publiques. En estimant que tout ordre social doit être fondé sur la propriété foncière, conçue comme base de toute la fortune, les Monarchiens attachent une grande importance aux propriétaires fonciers qui, selon eux, doivent garantir la stabilité de tout l'édifice social. Ils sont également très favorables au gouvernement représentatif ; les élections se dérouleraient à partir des Assemblées provinciales qui seraient composées de propriétaires. Ainsi, ils approuvent un régime censitaire, déjà en usage sous l'Ancien Régime, en indiquant que seuls les propriétaires fonciers peuvent disposer de droits politiques.
- 12 Suivant les Monarchiens, le roi est doté de moyens exécutifs et législatifs à la fois. Il promulgue les lois, exerce la fonction exécutive, assure l'équilibre politique à l'intérieur du pays, de même que la protection des droits de tous, la répression des abus, la punition des délits. En même temps, ils se montrent soucieux de ne pas accroître le pouvoir de l'Assemblée nationale ; influencés par le système à l'anglaise ils désignent ses trois fonctions : la discussion des lois, la distribution des impôts et le contrôle du budget.
- 13 En restant fidèles à leurs principes, les Monarchiens partagent une même idéologie politique par leur activité et leurs projets politiques, qui deviennent à cette période plus détaillés, ils préparent la voie à la Monarchie selon la Charte.

NOTES

1. Thèse soutenue avec la mention « très bien », à l'Université d'État de Moscou (Lomo-nossov), le 21 juin 2005, sous la direction de Vladislav Smirnov, docteur es lettres, professeur à l'Université d'État de Moscou (Lomonossov). Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à Marie-Dominique Oriou, Yasmina Hamzaoui, Annick Le Gall, Marie-Françoise Bois-Delatte, Isabelle et Robert Griffiths, Marcel Dorigny, Bernard Gainot, Serge Aberdam, Jean-Clément Martin, Alain Chevalier.

2. *La Révolution Bourgeoise Française 1789-1794*. Sous la direction de VP. VOLGINE et E.V. TARLÉ, Moscou, 1941, p. 98.

3. Louis BLANC, *Histoire de la Révolution Française*, Paris, 1847, pp. 35, 63.
4. Alphonse AULARD, *Histoire politique de la Révolution Française. Origines et développement de la démocratie et de la République*, Paris, Armand Colin, 1901, pp. 52, 56.
5. Jean JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution Française*, Paris, 1922, t. 1. p. 350 ; Georges LEFEBVRE, *La Révolution Française*. 3-e éd. Paris, PUF, 1951, p. 142.
6. Albert SOBOUL, *La Révolution française*, Paris, Quadriga, 1989, p. 15, 33.
7. Robert GRIFFITHS, *Le centre perdu. Malouet et les « monarchiens » dans la Révolution Française*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1988.
8. Timothy TACKETT, *Par la volonté du Peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 177 ; Jean-Clément MARTIN, *Contre-Révolution, Révolution et Nation en France. 1789-1799*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, p. 108.